

LE TRAVAIL DES ENFANTS

Le travail des enfants dans le monde commence seulement à être ressenti à la fois comme un scandale international et une aberration économique. Scandale, parce qu'il prive des millions d'entre eux de leur enfance ; aberration parce qu'il leur interdit tout espoir de formation donc **entrave lourdement** le décollage économique de leur pays.

Cette prise de conscience a émergé il y a quelques années, en Amérique latine et surtout en Asie, lorsque des organisations non gouvernementales locales ont patiemment tissé un réseau de résistance à l'exploitation des enfants. (...) Combien sont-ils dans le monde aujourd'hui ? Les experts du Bureau International du Travail et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance avancent le chiffre total de 250 millions d'enfants exploités. Chiffre effarant et qui dénote une forte aggravation depuis vingt ans, un accroissement que la démographie ne suffit pas à expliquer : la déréglementation et de puissants mécanismes d'érosion des systèmes judiciaires ou culturels de protection des enfants sont ici à l'œuvre qui explique une telle évolution. L'immense majorité des enfants exploités vivent dans le tiers monde et, pour la moitié d'entre eux, en Asie.

Toutefois le phénomène, profondément enraciné dans l'histoire des pays industrialisés, y ressurgit aussi et s'y renforce depuis quelques années. Dans toute l'Europe centrale et orientale, d'abord, où la paupérisation joint ses effets à ceux de la désorganisation générale de l'économie. Mais également dans les pays aussi soucieux, en théorie, de la protection des plus faibles que la Grande-Bretagne, l'Italie ou d'autres pays de l'Europe de l'Ouest. Le Royaume-Uni paie, sur ce chapitre aussi, le prix des années de conservatisme effréné et de régulation systématique qui ont provoqué l'affaiblissement des protections légales : des enfants majoritairement issus des communautés immigrées y travaillent dans les salons de coiffure, les restaurants, les blanchisseries, les entreprises de nettoyage, etc. Combien sont-ils ? Quelques dizaines ou des centaines de milliers ? Toute estimation sur ce point reste hasardeuse, dans la mesure où le travail des enfants, en Grande-Bretagne comme dans toute l'Europe, est clandestin et réprimé.

Il n'en existe pas moins au Portugal, en Italie, en Grèce, en Espagne, aux Etats-Unis... En France, où plusieurs milliers d'enfants vivent en dehors de toute scolarisation, bon nombre d'entre eux sont exploités, auxquels s'ajoutent ceux qui, sous couvert d'apprentissage, sont en fait dans le monde du travail et de la production. Mais l'opacité la plus totale règne sur ces réalités.

Dans le tiers monde, où l'exploitation est infiniment plus massive, les enfants ne sont pas cantonnés à quelques types d'activités marginales. Ils font partie intégrante de tout le système de production, que ce soit dans l'agriculture, l'industrie, l'artisanat, les milles et un petits métiers de la rue, la confection, la réparation... La liste est infinie, et l'imagination des adultes sans limites pour réduire des populations entières d'enfants à un quasi-esclavage. (...)

La pauvreté est évidemment à la racine du phénomène : pauvreté des Etats jointe au dénuement des familles. Mais les explications économiques ne suffisent pas à rendre compte d'un phénomène d'une telle ampleur. S'y ajoute le facteur puissant de l'inadaptation de l'école, souvent trop chère, trop distante, où les maîtres mal payés, démotivés, doivent faire face à des classes de quatre-vingt ou cent enfants, où la langue utilisée est souvent incompréhensible, où le contenu de l'enseignement paraît sans rapport avec la vie des familles. Pourquoi, dans ces conditions, se priverait-on de quelques maigres revenus que rapporte un enfant ? Pourquoi enverrait-on à l'école les filles, ces êtres de seconde zone si utiles à la quête du bois, de l'eau, au soin des plus petits ? Pourquoi y enverrait-on les enfants des intouchables, en Inde, alors que leur destin naturel est de servir ?

A ce faisceau de causes mêlées s'ajoute toujours chez les parents le sentiment d'une immense contrainte. Quels moyens, disent-ils, avons-nous de ne pas faire travailler nos enfants ? Violence des

rapports sociaux, violence d'un ordre économique sur lequel ils n'ont aucune prise et que beaucoup jugent immuable.

Desserrer cette contrainte, tel est aujourd'hui l'objectif à atteindre. Encore faut-il écouter ce que disent les enfants travailleurs eux-mêmes. (...) Ces enfants demandent non pas tant qu'on leur supprime le travail, mais bien qu'on l'humanise, qu'on l'adoucisce, qu'on le rende réellement rémunérateur, qu'on l'affranchisse de la violence. Qui pourra leur tenir rigueur de leur approche « réformiste » quand toute autre attitude serait pour eux suicidaire ? Il est impossible, néanmoins, de s'exonérer d'une réflexion sur le fond. Le débat sur les stratégies qui permettront d'éliminer le travail des enfants n'en est qu'à ses débuts. Une telle réflexion passe d'abord par le regard sur l'insoutenable réalité sur les conditions de vie de ces petits esclaves, et, comme l'écrit Michel Bonnet, « le regard est un acte révolutionnaire ». Ce regard, cette analyse nous montrent que plus de 90% du produit du travail des enfants sont destinés au marché local et non à l'exportation. Le boycottage de ces produits fabriqués par les enfants et exportés vers les pays du Nord, pour essentiel qu'il soit à la prise de conscience, ne règlera donc pas, loin de là, l'ensemble du problème.

Les solutions seront à la fois plus complexes et plus globales. Elles passent, pour les enfants, par le chemin de l'école, y compris sous forme de classes installées sur les lieux mêmes du travail des enfants, comme on commence à le voir au Pakistan, en Inde ou au Maroc. Rien ne se fera non plus sans un bouleversement de l'attitude des responsables politiques, nationaux ou non, pour qui le travail des enfants reste une sorte de passage, difficile mais nécessaire vers une industrialisation plus présentable, ou une mutation obligée des sociétés préindustrielles vers un stade achevé de développement.

C'est ce stéréotype commode qu'il convient de réduire à néant, car on ne peut évidemment pas fonder le développement d'une société sur le servage de populations entières d'enfants. Le chemin parcouru en quelques années est immense. Mais le travail ne fait que commencer.

720 mots

Claire BRISSET,
Le Monde Diplomatique, juin 1998.

QUESTIONS

I/ VOCABULAIRE

Expliquez les expressions suivantes selon le contexte :

- entrave lourdement
- desserrer cette contrainte

II/ RESUME

Résumez le texte au ¼ de son volume avec une marge de tolérance de plus ou moins 10%.
Vous indiquerez à la fin de votre résumé, le nombre de mots utilisés.

II/ DISCUSSION

« On ne peut évidemment pas fonder le développement d'une société sur le servage de populations entières d'enfants ».

Dans un développement composé, à l'aide d'exemples précis, dites ce que vous inspire cette affirmation de Claire BRISSET.